

Appel à proposition de thèse financée en convention Cifre

Sujet de thèse : L'empreinte sociale de l'eau en Ile-de-France

Laboratoires de référence :

- Laboratoire Techniques Territoires Sociétés (LATTTS), Université Paris Est (France) sous la direction de Agathe Euzen, chargée de recherche CNRS, HDR <http://www.latts.fr>
- Chaire Internationale sur le cycle de vie Polytechnique Montréal/UQAM (Montréal, Canada) sous la direction de Jean-Pierre Revéret, Professeur, co-directeur de la chaire www.chaire-cycledevie.org

Entreprise : Veolia Eau d'Ile de France, sous la responsabilité de Denis Chanteur.

Ecole doctorale : Ville, Transports et Territoires (ED 528)

Thème de la thèse

La question de l'empreinte « eau » fait l'objet d'un intérêt grandissant pour tous ceux qui se préoccupent de l'avenir de la planète. Si le concept général d'empreinte est à l'origine de plusieurs travaux couvrant la dimension écologique (voir Mathis Wackernagel et le Global Footprint Network¹), son application à la question de l'eau est plus récente et a été initialement mise de l'avant par Arjen Hoekstra².

L'empreinte sociale est, quant à elle, partie d'une logique globale associant l'empreinte économique et environnementale plus communément étudiées. Si elle ne peut pas être dissociée de ce système complexe, elle mérite d'être étudiée de façon approfondie à travers toutes les dimensions qu'elle recouvre sur un territoire. Il n'existe pas actuellement de consensus sur ce que devrait inclure une « empreinte sociale » mais de nombreuses pistes sont ouvertes et il s'agit ici de s'y intéresser.

Le sujet proposé s'inscrit dans une perspective tant conceptuelle qu'empirique. Il vise au développement du concept d'empreinte eau, et plus particulièrement de la dimension sociale de l'eau, non pas seulement au niveau d'un produit, comme on le fait traditionnellement dans une analyse du cycle de vie, mais au niveau d'un territoire. L'approche conceptuelle de l'empreinte sociale sera nourrie par plusieurs études de cas qui permettront aussi d'envisager sa dimension opérationnelle à différentes échelles. Il s'agira alors non seulement de considérer l'empreinte *sur* l'eau mais aussi l'empreinte *de* l'eau.

Objectifs

Après la réalisation d'un état de l'art de ce qu'on entend par empreinte et plus spécifiquement de l'empreinte sociale, il s'agira de faire le point sur les différents dispositifs, indicateurs existants et ceux mis en place par l'entreprise, plus spécifiquement en interne, dans sa relation avec ses partenaires et sur le territoire considéré, à destination des usagers. C'est à la fois l'eau-réseau, l'eau-service et encore l'eau-consommée... qui devront être considérées pour appliquer et tester l'empreinte sociale de l'eau dans le contexte du Syndicat des eaux d'Ile-de-France géré par Veolia.

¹ Disponible en ligne : <http://www.footprintnetwork.org/en/index.php/GFN/>

² <http://www.waterfootprint.org> - The Water Footprint of Modern Consumer Society ; <http://www.waterfootprint.org/downloads/TheWaterFootprintAssessmentManual.pdf>

Les études de cas permettront d'analyser l'empreinte sociale de l'eau sur l'ensemble de la filière, qui va du captage de l'eau jusqu'à sa consommation en passant par son traitement, et sur le territoire en considérant toutes les variables pertinentes. Certaines découleront directement du système de gestion et d'organisations de l'entreprise ou des pratiques de consommation et d'autres découleront d'impacts sur la ressource, eux mêmes induits par des choix de gestion.

Différents acteurs sont par conséquent concernés et devront être considérés à différents niveaux :

- l'entreprise Véolia considérant tant les procédures et modes de gestion internes que celles mises en place à destination des clients ;
- les clients, usagers, consommateurs de l'eau sur le territoire, dont les besoins varient selon les besoins et les usages. Les habitants de la région devront être considérés selon leur profil socio-économique et leur niveau de vulnérabilité liée à l'accès au service d'eau.
- les parties prenantes et acteurs intermédiaires que sont les prestataires de services, les collectivités locales, les associations et autres organisations qui interviennent à un moment ou un autre sur la filière.

La prise en compte de l'ensemble de ces paramètres permettra d'envisager, à l'issue de l'analyse, la construction d'indicateurs spécifiques, et d'un indicateur synthèse, adaptés aux contextes et susceptibles de donner une meilleure connaissance de l'empreinte sociale de l'eau en Ile-de-France. Après avoir été testés sur le terrain, dans la mesure du possible, ils pourront être mis en relation avec des indicateurs environnementaux et économiques déjà identifiés localement ou à une échelle plus globale. Ce travail, centré sur cet outil que représente l'empreinte sociale, permettra de contribuer à son développement, il contribuera aussi à une réflexion plus globale sur la question des valeurs de l'eau, du bien être, de la durabilité et de la viabilité des sociétés dans un contexte de changement global.

Durée : 3 ans en CDD

Lieu principal de la thèse : Paris / région Ile de France

Profil du candidat recherché :

- être titulaire d'un master 2 depuis moins de 3 ans et avoir un profil en sociologie, anthropologie, socio-politique, socio-économie, géographie...
- développer une capacité d'adaptation entre le milieu académique et celui de l'entreprise
- montrer une ouverture disciplinaire et aptitude au questionnement
- être force de propositions et d'ingéniosité

Envoi de candidature pour commencement dès que possible

Dossier de candidature : Projet de thèse, Lettre de motivation, CV détaillé, lettres (2) de recommandation (si possible), mémoire de M2

Prendre contact avec : Agathe Euzen : agathe.euzen@enpc.fr et Jean-Pierre Reveret : reveret.jean-pierre@uqam.ca